

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2567

16 octobre 2013

SOMMAIRE

20 June S.A.	123180	Happy Landings S.A.	123184
2WeeksTV S.à r.l.	123180	Home Group Europe	123175
32variations S.à r.l.& Cie	123172	Home Group Europe	123174
3F Grund & Kapital (Luxemburg) A.G. ...	123180	Home Group Europe	123175
Abelton Invest S.A.	123170	Ikra Sicav	123185
Alinvest SPF S.A.	123176	Industrial Properties S.A., SPF	123177
Amarante SPF S.A.	123174	Itaú Europa Luxembourg SICAV	123175
American Clothing Retail S.A.	123170	KKR Future Investments S.à r.l.	123176
A-R-A Retail Centers S.à r.l.	123179	KWI-Global S.A.	123176
Arnage Immo S.à r.l.	123184	Mediacorp S.A.	123179
AXA Alternative Financing	123173	Mercurius Finance S.A.	123182
Banque Internationale à Luxembourg ...	123184	Möller Beheer S.A.	123183
Belfil S.A.	123173	MSEOF Manager S.à r.l.	123181
Bio & Bio Licensing S.A.	123172	Naga Investment S.A., SPF	123182
Bombaert Sàrl	123214	Pentavest S.à r.l.	123179
Britanny Investment	123177	Peri SPF S.A.	123175
CACEIS Bank Luxembourg	123178	Petrusimmo S.à r.l.	123183
CASA MIA Immobilien	123215	Petrus International S.A.	123176
Cite Cube S.à r.l.	123177	President B	123171
D7 Solutions	123208	Profiline Rénovations Sàrl	123183
Danieli Capital S.à r.l.	123206	Prometric Luxembourg S.à r.l.	123173
Decor Art S.A.	123174	Queensgate Investments I HoldCo S.à r.l.	123184
Development Capital S.A.	123181	Santorin Holding S.A. - SPF	123203
Dextra Holding S.A.	123181	Sapphire Actipark 2 S.à r.l.	123216
Edam Holding S.à r.l.	123183	Sarasin Investmentfonds	123172
Euro American S.A.	123173	Southlane 2 S.à r.l.	123180
Eurofins Scientific SE	123170	Thule SPF S.A.	123174
Europa Real Estate III S.à r.l.	123178	Twelve Sicamore S.à r.l.	123179
GSCP VI Tanker Holdings S.à r.l.	123182	Wind Acquisition Finance II S.A.	123216
GS NoahPIA Investment S.à r.l.	123178		

American Clothing Retail S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 75, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 92.214.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra de manière extraordinaire le 25 octobre 2013 à 14 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Introduction;
2. Lecture du rapport du Commissaire aux Comptes relatif à l'exercice clos au 31 janvier 2012;
3. Présentation des comptes annuels de l'exercice clos au 31 janvier 2012;
4. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31 janvier 2012;
5. Affectation du résultat;
6. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013143146/19.

Abelton Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 121.731.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *November 4, 2013* at 11.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the Board of Directors and report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at June 30, 2013
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013143928/795/15.

Eurofins Scientific SE, Société Européenne.

Capital social: EUR 1.488.135,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 167.775.

Assemblée Générale Extraordinaire de la masse des porteurs d'obligations au titre de l'emprunt obligataire subordonné de dernier rang Deeply Subordinated Fixed to Floating Rate Bonds d'un montant en principal de €150.000.000 émis le 23 janvier 2013 - Code ISIN XS 0881803646 - (" TSSDI 2013 ")

Mesdames et Messieurs les porteurs de TSSDI 2013 (Code ISIN XS 0881803646) sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

le 24 octobre 2013, à 15 heures, au siège social 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530, Luxembourg, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Approbation de la modification de l'article 2 des statuts de la Société relatif à l'objet social telle qu'approuvée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 16 avril 2013 visant à préciser le champ des activités de la Société sans changement de l'activité elle-même ;
- Pouvoirs.

Tout Obligataire peut prendre part à l'Assemblée ou s'y faire représenter dans les conditions légales.

Pour assister ou se faire représenter à cette Assemblée Générale, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale:

- En ce qui concerne les Obligataires dont les titres revêtent la forme nominative, par l'inscription des Obligations, au jour de l'Assemblée Générale, dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire BNP PARIBAS Securities Services - Corporate Trust Services - Grands Moulins, 9 rue du Débarcadère, 93761 Pantin Cedex (France)

- En ce qui concerne les Obligataires dont les titres sont inscrits au porteur, par l'inscription des Obligations, au jour de l'Assemblée Générale, dans les comptes de titres au porteur tenus par BNP PARIBAS Securities Services - Corporate Trust Services - Grands Moulins, 9 rue du Débarcadère, 93761 Pantin Cedex (France), chargée du service financier des Obligations.

Pour justifier de leur droit, les Obligataires seront tenus de présenter une attestation d'inscription en compte. L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constaté(e) par une attestation de participation, délivrée par l'intermédiaire habilité. Celle-ci sera transmise à la Société en annexe au formulaire de vote par correspondance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'Obligataire ou pour son compte.

Si vous souhaitez assister à l'Assemblée Générale : Pour faciliter l'accès à l'Assemblée Générale, l'Obligataire au porteur devra, trois jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale, demander à son intermédiaire financier une attestation de participation. L'intermédiaire se chargera alors de transmettre cette attestation à la Société.

Le jour de l'Assemblée Générale, tout Obligataire devra justifier de sa qualité lors des formalités d'enregistrement.

A défaut d'assister personnellement à l'Assemblée Générale, l'Obligataire peut choisir entre l'une des formules suivantes:

- soit donner pouvoir à un mandataire de son choix;
- soit voter par correspondance.

Si vous souhaitez donner procuration: L'Obligataire remplit un formulaire de pouvoir en indiquant le nom d'un mandataire. Le choix du mandataire est en principe libre.

La procuration doit être donnée par écrit, elle doit être revêtue de la signature de l'Obligataire mandant et doit indiquer ses nom, prénom et domicile, ainsi que, éventuellement, le nom du mandataire choisi.

Les procurations, dûment remplies et signées, ne seront prises en compte qu'à la condition de parvenir au siège social de la Société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Le mandat ainsi donné vaut pour les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Si vous souhaitez voter par correspondance : La Société tient à la disposition des Obligataires des formulaires uniques de procuration et de vote et leurs annexes, au siège social de la Société.

Les formulaires, dûment remplis et signés, ne seront pris en compte qu'à la condition de parvenir au siège social de la Société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée. Les titulaires d'Obligations au porteur devront accompagner leur formulaire de l'attestation de participation visée ci-dessus.

Pour cette Assemblée, il n'est pas prévu de vote par des moyens électroniques de télécommunication.

Le rapport du Conseil d'administration et le texte des résolutions proposées sont tenus à la disposition des Obligataires sur le site internet de la Société à l'adresse suivante : <http://www.eurofins.fr/fr-fr/informations-financieres/information-juridique.aspx> ainsi qu'à son siège social, au 10A, Rue Henri M. Schnadt L - 2530 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013134548/61.

President B, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 112.835.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/08/2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2013123303/13.

(130149940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Sarasin Investmentfonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 40.633.

Die Aktionäre der Sarasin Investmentfonds werden hiermit eingeladen, an der
ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG
teilzunehmen, die am 25. Oktober 2013 um 11.00 Uhr am Sitz der RBC Investor Services Bank S.A., 14 Porte de France,
L-4360 Esch-sur-Alzette abgehalten wird.

Folgende Punkte stehen auf der Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Berichte
 - a) des Verwaltungsrats
 - b) der Revisionsgesellschaft
2. Genehmigung der Vermögensaufstellung sowie der Veränderungen des Reinvermögens für den Zeitraum bis zum 30. Juni 2013
3. Entlastung des Verwaltungsrats für seine Tätigkeit im Geschäftsjahr endend zum 30. Juni 2013
4. Wahl des Wirtschaftsprüfers
5. Verwendung des Reingewinns
6. Wahl des Verwaltungsrates
7. Entschädigung eines Mitgliedes des Verwaltungsrates
8. Verschiedenes

Beschlüsse der Versammlung erfordern kein Quorum und werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Luxemburg, im Oktober 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013138864/755/26.

Bio & Bio Licensing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 77.323.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 15 novembre 2013 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
2. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013143929/788/15.

32variations Secs, 32variations S.à r.l.& Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-5639 Mondorf-les-Bains, 44, rue des Prunelles.
R.C.S. Luxembourg B 40.981.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de corriger comme suit la première ligne de l'en-tête de l'acte publié dans le Mémorial C no 1930 du 17 septembre 2010, page 92617, le Mémorial c no 1930 du 17 septembre 2010, page 92618, le Mémorial c no 1930 du 17 septembre 2010, page 92623, le Mémorial c no 1930 du 17 septembre 2010, page 92625, le Mémorial c no 2569 du 22 octobre 2011, page 123310:

au lieu de : «32variations Secs, 32variations S.à r.l.& Cie, Société à responsabilité limitée»,
lire: «32variations Secs, 32variations S.à r.l.& Cie, Société en commandite simple».

Référence de publication: 2013143925/13.

Belfil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 86.819.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 15 novembre 2013 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
2. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013143930/788/15.

Euro American S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 70.592.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 22 octobre 2013 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilans et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2008, au 31 décembre 2009, au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2011.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013134558/1031/17.

AXA Alternative Financing, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de AXA ALTERNATIVE FINANCING daté du 30 septembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Pour la société

AXA Alternative Financing Management S.à r.l.

Référence de publication: 2013141737/11.

(130173529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Prometric Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 172.271.

Les comptes annuels pour la période du 17 octobre 2012 (date de constitution) au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2013.

Référence de publication: 2013123290/11.

(130149757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Thule SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 72.952.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra *22 octobre 2013* à 16.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2013135138/1031/15.

Amarante SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 33.893.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra le *22 octobre 2013* à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2013135137/1031/16.

Home Group Europe, Société Anonyme.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 131.756.

Par la présente, je vous prie de bien vouloir prendre note de ma démission du Conseil d'administration de votre société avec effet immédiat.

Steinsel, le 11 octobre 2013.

Alexandre Marguet.

Référence de publication: 2013143498/10.

(130175324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Decor Art S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4406 Belvaux, 1A, rue Edouard Thill.

R.C.S. Luxembourg B 169.218.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 25 avril 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 24 mai 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013123477/13.

(130149612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Home Group Europe, Société Anonyme.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 131.756.

Par la présente, je vous prie de bien vouloir prendre note de ma démission du Conseil d'administration de votre société avec effet immédiat.

Steinsel, le 11 octobre 2013.

Henri de Crouy-Chanel.

Référence de publication: 2013143497/10.

(130175324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Home Group Europe, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 131.756.

En application de l'article 3 (1) de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, nous portons à la connaissance des tiers que nous dénonçons ce jour unilatéralement la convention d'agent domiciliataire signée le 1^{er} octobre 2007 avec la société Home Group Europe (anc: European Industrial Property S.A.) inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 131.756.

Par conséquent, le siège social de la société Home Group Europe n'est plus sis au 50 rue Basse, L-7307 Steinsel.

Etabli à Steinsel, le 11 octobre 2013.

Stéphanie Weisse
Directeur général

Référence de publication: 2013143496/14.

(130175048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Peri SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 89.489.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 22 octobre 2013 à 16h30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013135843/1031/16.

Itaú Europa Luxembourg SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 80.545.

Extrait relatif au changement d'adresse professionnelle d'un administrateur

Monsieur Justin Egan, administrateur, est professionnellement situé 6B, route de Trèves, 2633 Senningerberg, Luxembourg.

Luxembourg, le 27 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme
Pour Itaú Europa Luxembourg Sicav
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013123667/14.

(130150610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Petrus International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 55.363.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 25 octobre 2013 à 14:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013138863/795/15.

Alinvest SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 32.795.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 22 octobre 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013135844/1031/15.

KWI-Global S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoleon Ier.
R.C.S. Luxembourg B 99.372.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juillet 2013

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société «KWI-GLOBAL S.A.», tenue au siège social en date du 25 juillet 2013, que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

1° Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes pour une durée de six ans:

Fibetrust S.à.r.l., avec siège social à 3, rue des Foyers, L-1537 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KWI-Global S.A.

Référence de publication: 2013123698/14.

(130150606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

KKR Future Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 147.082.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013123697/10.

(130150623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Britanny Investment, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 22.404.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 25 octobre 2013 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013138861/534/15.

Industrial Properties S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 11.522.

The Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on *October 25, 2013* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Resignation of all Directors and of the Statutory Auditor and appointment of their replacement
2. Special discharge of the Directors and of the Statutory Auditor for the period from January 1st, 2013 to the present Extraordinary General Meeting
3. Transfer of the registered office
4. Miscellaneous

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013138862/795/16.

Cite Cube S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 97, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 162.042.

- Constituée suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 20 juin 2011, publié au Mémorial, Recueil Spécial C N° 2013 du 31 août 2011.

Il résulte de la lettre de démission datée du 29 juin 2013 que Madame Knauf-Giuliano Manuela, demeurant 8, Domaine Mehlstrachen à L-6942 Niederanven, a démissionné de son mandat de Gérante avec effet immédiat.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales daté du 29 mars 2013, que Monsieur Wercollier Jean, architecte en retraite, demeurant 27, rue Louis XIV à L-1948 Luxembourg transfère ses 50 parts sociales à la société Wemulux S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B-0074173 et ayant son siège social 1, rue Désiré Zahren à L-5942 Itzig.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales daté du 29 mars 2013, que la société Cité Gérance S.à r.l., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B-0022435 et ayant son siège social 97, rue de Strasbourg à L-2561 Luxembourg transfère ses 50 parts sociales à la société Wemulux S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B-0074173 et ayant son siège social 1, rue Désiré Zahren à L-5942 Itzig.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Pour la société CITE CUBE S.à r.l.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2013122930/23.

(130150041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Europa Real Estate III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.000.000,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 136.325.

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société à Luxembourg le 14 août 2013

L'associé unique de la Société a décidé en date du 14 août 2013 de réélire Deloitte Audit, société à responsabilité limitée dont le siège social est situé au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67.895, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle des associés devant se tenir en l'année 2014 pour statuer sur l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 28 août 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013122983/18.

(130149840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

GS NoahPIA Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 162.911.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 09 août 2013, a décidé d'accepter:

- la démission de Maxime Nino en qualité de gérant de la Société avec effet au 9 août 2013.
- la nomination avec effet au 09 août 2013 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société de GS Lux Management Services Sarl, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88045

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 9 août 2013, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, gérant
- GS Lux Management Services Sarl, gérant
- Dominique LE GAL, gérant
- Michael FURTH, gérant
- Véronique MENARD, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Marielle STIJGER

Gérante

Référence de publication: 2013123070/23.

(130149455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

CACEIS BL, CACEIS Bank Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 91.985.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 25 avril 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 27 mai 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013123476/13.

(130149615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Twelve Sicamore S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 172.242.

En date du 22 juillet 2013, l'associé unique Alter Domus Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a cédé la totalité de ses 12.500 parts sociales à Guillaume Taylor, avec adresse au 34, rue de Candolle, 1205 Genève Suisse, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la société est Guillaume Taylor, avec 12.500 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Référence de publication: 2013123384/14.

(130149926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Mediacorp S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3340 Huncherange, 65, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 162.909.

En se Lundi 26 Aout 2013 nous confirmons le changement d'adresse privé de Monsieur Mputu Babou Christian Administrateur de la société Anonyme Mediacorp ayant son siège 65 route d'Esch 3340 Huncherange, l'administrateur quitte l'avenue Louise 515 B -1050 Bruxelles pour le 5 rue Charly Gaul L-4058 Esch-sur-Alzette.

Fait à Luxembourg, le 26 Aout 2013.

Mediacorp S.A.

65, rue d'Esch

L-3340 HUNCHERANGE

Signature

Référence de publication: 2013123470/15.

(130149395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Pentavest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 154.065.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 25 avril 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 24 mai 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013123482/13.

(130149614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

A-R-A Retail Centers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 164.822.400,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 119.233.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2012 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 14 août 2013, sous la référence L130142491 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Référence de publication: 2013123484/12.

(130150282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

3F Grund & Kapital (Luxemburg) A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 146.577.

Mit sofortiger Wirkung legen wir unser Mandat als Aufsichtskommissar der 3F Grund & Kapital (Luxemburg) A.G., RC Luxembourg B 146577 nieder.

Den 17. August 2013.

FIDES INTER-CONSULT S.A.

Administrateur

Référence de publication: 2013123447/12.

(130149474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

20 June S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 77.501.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29.08.2013.

Pour: 20 JUNE S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013123446/15.

(130149892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

2WeeksTV S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 148.702.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013123445/10.

(130149584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Southlane 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 164.288.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société présent le 18/06/2013

Troisième résolution

Décision d'arrêter au 18 juin 2013, le mandat du commissaire aux comptes.

Quatrième résolution

Décision de nommer Artemis Audit & Advisory Sarl, (N° RCSL B166716) siégeant au 25A, Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes pour un mandat d'une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Certifié conforme et sincère

Paddock Fund Administration S.A.

Référence de publication: 2013123826/17.

(130150219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Development Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 78.151.

Par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 28 juin 2013, les mandats des administrateurs et du réviseur d'entreprises ont été renouvelés pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2013 comme suit:

Conseil d'administration:

- Monsieur Yves Deschenaux, demeurant 17, Boulevard Royal L -2449 Luxembourg, administrateur de catégorie B et président;
- Monsieur Renaud Barbier, demeurant à Am Becheler 23, L-7213 Bereldange, administrateur de catégorie B;
- Monsieur Joseph Topley demeurant Albemarle House, 1 Albemarle Street, W1S 4HA Londres (Royaume Uni), administrateur de catégorie A;

Réviseur d'entreprises:

Interaudit Sàrl, 119, Avenue de la Faïencerie, L-1511, Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2013122962/22.

(130149320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Dextra Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 74.135.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 29 août 2013

- 1) M. Xavier SOULARD a démissionné de son mandat administrateur de catégorie B.
- 2) M. Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat administrateur de catégorie B.
- 3) M. Anthony AUDIA, administrateur de sociétés, né à Moyeuve-Grande (France), le 8 octobre 1987, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.
- 4) Mme Valérie PECHON, administrateur de sociétés, née à Caracas (Venezuela), le 10 novembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.
- 5) La société à responsabilité limitée INTERAUDIT a été reconduite dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour DEXTRA HOLDING S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013122964/22.

(130149990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

MSEOF Manager S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 89.112.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Stefan KOCH.

Référence de publication: 2013123242/10.

(130149631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

GSCP VI Tanker Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 132.932.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 09 août 2013, a décidé d'accepter:

- la démission de Maxime Nino en qualité de gérant de la Société avec effet au 9 août 2013.
- la nomination avec effet au 09 août 2013 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société de GS Lux Management Services Sarl, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88045

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 9 août 2013, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, gérant
- GS Lux Management Services Sarl, gérant
- Dominique LE GAL, gérant
- Michael FURTH, gérant
- Véronique MENARD, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Marielle STIJGER
Gérante

Référence de publication: 2013123082/23.

(130149492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Mercurius Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 79.855.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29.08.2013.

Pour MERCURIUS FINANCE S.A.
Société anonyme
Experta Luxembourg
Société anonyme
Aurélie Katola / Lucile Wernert

Référence de publication: 2013123235/15.

(130150069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Naga Investment S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 46.487.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration le 5 août 2013

- Monsieur Alain Geurts, Administrateur, né le 13 septembre 1962 à Nioki (République Démocratique du Congo), demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg est nommé, avec effet rétroactif au 16 mai 2013, Président du Conseil d'Administration. Il occupera cette fonction pendant toute la durée de son mandat d'Administrateur dans la Société.

Pour extrait conforme
Pour NAGA INVESTMENT S.A., SPF
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013123753/16.

(130150449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Edam Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.177.275,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 124.348.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 09 août 2013, a décidé d'accepter:

- la démission de Maxime Nino en qualité de gérant de la Société avec effet au 9 août 2013.
- la nomination avec effet au 09 août 2013 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société de GS Lux Management Services Sarl, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88045

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 9 août 2013, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, gérant
- GS Lux Management Services Sarl, gérant
- Dominique LE GAL, gérant
- Michael FURTH, gérant
- Véronique MENARD, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Marielle STIJGER
Gérante

Référence de publication: 2013122976/23.

(130149459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Möller Beheer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 97.718.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013123244/10.

(130149411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Profiline Rénovations Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4485 Soleuvre, 47A, rue de Sanem.

R.C.S. Luxembourg B 154.484.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013123306/11.

(130149683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Petrusimmo S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 148.703.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013123294/10.

(130149580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Happy Landings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 139.850.

Extrait des délibérations de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 16/05/2013 à Luxembourg-Ville

Le conseil décide à l'unanimité:

1. de reconduire M. Jacques LEMAIGRE DU BREUIL en sa qualité d'administrateur jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en l'année 2019.
2. de reconduire DATA GRAPHIC SA en sa qualité de Commissaire aux comptes jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en l'année 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013123090/15.

(130149745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Arnage Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 155.723.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Arnage Immo S.à r.l.

Geert Dirckx / Eric Michiels

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2013123516/13.

(130150212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Queensgate Investments I HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 300.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 167.652.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Référence de publication: 2013123308/11.

(130149747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Banque Internationale à Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 6.307.

La liste des signatures autorisées de catégorie «A» de la Banque Internationale à Luxembourg a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2013.

Banque Internationale à Luxembourg

Société anonyme

Jean-Paul Putz / Simone Wallers

Senior Manager / -

Référence de publication: 2013123521/15.

(130150296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Ikra Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 180.690.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty sixth day of September.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

"Agenda Invest AG having its registered office at Palazzo Mantegazza, Riva Paradiso 2, 6900 Lugano Paradiso, Switzerland duly represented by Lara Betz, with right of substitution given on 26 September 2013, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 3rd September 2013.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme which it intends to incorporate in Luxembourg:

Name, Registered office, Term and Object of the company

Art. 1. Form, Name. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a public limited liability company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable" or "SICAV") bearing the name "IKRA SICAV" (the "Company").

Art. 2. Registered office. The Company's registered office is located in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may establish branches, subsidiaries or other offices either in the Grand Duchy of Luxembourg or in foreign countries, except the United States of America, its territories or possessions, by resolution of the Company's board of directors (the "Board of Directors").

The Board of Directors is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg-City. The Company's registered office may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Company's articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

If the Board of Directors determines that extraordinary political, economical, social or military events and developments have occurred or are imminent that would interfere with the ordinary course of business of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary and provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary and provisional transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Term. The Company has been established for an unlimited period of time.

By resolution of the shareholders made in the legally prescribed form in accordance with Article 31 of these Articles of Incorporation, the Company may be liquidated at any time.

Art. 4. Corporate object. The exclusive purpose of the Company is to invest the assets available to it in transferable securities and other assets permitted by law, in accordance with the principle of risk diversification and with the objective to provide the shareholders with the income from and the results of the management of its assets.

The Company may take any measures or carry out any transactions that it considers appropriate to achieve and promote this purpose and will do this in the broadest possible sense in accordance with Part I of the law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended from time to time (the "2010 Law").

Share capital, Shares, Net asset value

Art. 5. Share capital. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 10 of these Articles of Incorporation.

The Board of Directors shall, at any time, establish one or several pool of assets, each constituting a compartment (a "sub-fund") within the meaning of article 181 of the 2010 Law.

The Board of Directors shall attribute specific investment objectives and policies and a specific denomination to each sub-fund.

The Company shall be considered as a single legal entity. However, the right of shareholders and creditors relating to a particular sub-fund or raised by the incorporation, the operation or the liquidation of a sub-fund are limited to the assets of such sub-fund. The assets of a sub-fund will be answerable exclusively for the rights of the shareholders relating to this sub-fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the incorporation, the operation or the

liquidation of this sub-fund. As far as the relation between shareholders is concerned, each sub-fund will be deemed to be a separate entity.

The Board of Directors may issue share classes with specific characteristics within a sub-fund, for example with (i) a specific distribution policy, such as distributing or accumulating shares, or (ii) a specific commission structure in relation to issue and redemption, or (iii) a specific commission structure in relation to investment or advisory fees, or (iv) with various currencies of account, or (v) other specific characteristics as may be determined from time to time by the Board of Directors.

The minimum share capital of the Company must reach EUR 1,250,000.- (one million two hundred and fifty thousand Euros) within a period of six months following its approval by the Luxembourg supervisory authority, and thereafter may not be less than this amount.

Each share class may be sub-divided into one or several category(ies) as more fully described in the Company's sales documents.

In order to determine the share capital of the Company, the net assets allocated to each sub-fund will, in case they are not denominated in the accounting currency, be converted into such currency, and the share capital shall be the total of the net assets of all classes of all sub-funds.

The share capital of the Company may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-in shares or the repurchase by the Company of existing shares from its shareholders.

The Board of Directors may permit internal pooling and/or joint management of assets from particular sub-funds in the interests of efficiency. In this case, assets from different sub-funds will be managed together. The assets under joint management are referred to as a "pool". Pools are used exclusively for internal management purposes, are not separate units and cannot be accessed directly by shareholders.

Pooling

The Company may invest and manage all or part of the portfolio assets held by two or more sub-funds (for this purpose called "participating sub-funds") in the form of a pool. Such an asset pool is created by transferring to it cash and other assets (if these assets are in line with the investment policy of the pool concerned) from each of the participating sub-funds to the asset pool. The Company can then make further transfers to the individual asset pools. Equally, assets can also be transferred back to a participating sub-fund up to the amount of the participation of the sub-fund concerned.

The participation of a participating sub-fund in an asset pool is evaluated by reference to notional units of the same value in the relevant asset pool. When an asset pool is created, the Board of Directors shall specify the initial value of the notional units (in a currency that the Board of Directors considers appropriate) and allot to each participating sub-fund notional units having an aggregate value equal to the amount of the cash (or other assets) it has contributed. Thereafter, the value of the notional units will then be determined by dividing the net assets of the asset pool by the number of existing notional units.

The relevant Company's portfolio manager(s) will, on a consolidated basis for the relevant managed pooled asset of the participating sub funds, be entitled to make decisions on investments and sales of assets which have an influence on the composition of the Company's and its sub-funds' portfolio.

This pooling (for this purpose called the "pooling arrangement") applies to each and all investment categories which are held or acquired in the context of pooling. Decisions regarding investments and/or sales of investments have no effect on this pooling arrangement: further investments will be allotted to the pooled assets in the same proportions and, in the event of a sale of assets, these will be subtracted proportionately from the pooled assets held by the respective sub-funds.

If additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an asset pool, the notional units assigned to the participating sub-fund concerned will increase or diminish, as the case may be, by a number, which is determined by dividing the amount of cash or the value of assets contributed or withdrawn by the current value of the participating sub-fund's participation in the asset pool. If cash is contributed to the asset pool, for calculation purposes it is reduced by an amount that the Board of Directors considers appropriate in order to take account of any tax expenses as well as the closing charges and acquisition costs relating to the investment of the cash concerned. If cash is withdrawn, a corresponding deduction may be made in order to take account of any costs related to the disposal of securities or other assets of the asset pool.

Dividends, interests and other income-like distributions, which are obtained from the assets of an asset pool, are allocated to the asset pool concerned and thus lead to an increase in the respective net assets. If the Company is liquidated, the assets of an asset pool are allocated to the participating sub-funds in proportion to their respective share in the asset pool.

Joint management

In order to reduce operating, administrative and management costs and at the same time to permit broader diversification of investments, the Board of Directors may decide to manage part or all of the assets of one or more sub-funds in combination with assets that belong to other sub-funds or to other undertakings for collective investment. In the following paragraphs, the term "jointly managed entities" refers globally to the Company and each of its sub-funds and all

entities with or between which a joint management agreement would exist; the term "jointly managed assets" refers to the entire assets of these jointly managed entities which are managed according to the same aforementioned agreement.

As part of the joint management agreement, the relevant Company's portfolio manager(s) will, on a consolidated basis for the relevant jointly managed entities, be entitled to make decisions on investments and sales of assets which have an influence on the composition of the Company's and its sub-funds' portfolio. Each jointly managed entity holds a portion in the jointly managed assets corresponding to the proportion of its net assets to the total value of the jointly managed assets. This proportionate holding (for this purpose called the "participation arrangement") applies to each and all investment categories which are held or acquired in the context of joint management. Decisions regarding investments and/or sales of investments have no effect on this participation arrangement: further investments will be allotted to the jointly managed entities in the same proportions and, in the event of a sale of assets, these will be subtracted proportionately from the jointly managed assets held by the individual jointly managed entities.

In the case of new subscriptions in one of the jointly managed entities, the subscription proceeds are to be allocated to the jointly managed entities in accordance with the changed participation arrangement resulting from the increase in net assets of the jointly managed entity having benefited from the subscriptions. The level of the investments will be modified by the transfer of assets from one jointly managed entity to the other, and thus adapted to suit the changed participation arrangement. Similarly, in the case of redemptions for one of the jointly managed entities, the necessary liquid funds shall be taken from the liquid funds of the jointly managed entities in accordance with the changed participation arrangement resulting from the reduction in net assets of the jointly managed entity which has been the subject of the redemptions, and in this case the particular level of all investments will be adjusted to suit the changed participation arrangement.

Shareholders should be aware that the joint management agreement may result in the composition of the assets of a particular sub-fund being affected by events which concern other jointly managed entities, e.g. subscriptions and redemptions, unless the members of the Board of Directors or one of the duly appointed agents of the Company resort to special measures. If all other aspects remain unchanged, subscriptions received by an entity under joint management with the sub-fund will therefore result in an increase in the cash reserve of this sub-fund. Conversely, redemptions of an entity under joint management with the sub-fund will result in a reduction of the cash reserve of this sub-fund. However, subscriptions and redemptions can be executed on the special account that is opened for each jointly managed entity outside the joint management agreement and through which subscriptions and redemptions must pass. Because of the possibility of posting extensive subscriptions and redemptions to these special accounts, and the possibility that the Board of Directors or one of the duly appointed agents of the Company may decide at any time to terminate the participation of the sub-fund in the joint management agreement, the sub-fund concerned may avoid having to rearrange its portfolio if this could adversely affect the interests of the Company, its sub-funds and its shareholders.

If a change in the portfolio composition of the Company or one or several of its relevant sub-funds as a result of redemptions or payments of fees and expenses referring to another jointly managed entity (i.e. which cannot be counted as belonging to the Company or the sub-fund concerned) might result in a violation of the investment restrictions applying to the Company or the particular sub-fund, the relevant assets will be excluded from the joint management agreement before implementing the change so that they are not affected by the resulting adjustments.

Jointly managed assets of a particular sub-fund will only be managed in common with assets intended to be invested according to the same investment objectives that apply to the jointly managed assets in order to ensure that investment decisions are compatible in all respects with the investment policy of the particular sub-fund. Jointly managed assets may only be managed in common with assets for which the same portfolio manager is authorised to make decisions in investments and the sale of investments, and for which the custodian bank also acts as a depositary so as to ensure that the custodian bank is capable of performing its functions and responsibilities in accordance with the 2010 Law and statutory requirements in all respects for the Company and its sub-funds. The custodian bank must always keep the assets of the Company separate from those of the other jointly managed entities; this allows it to determine the assets of the Company and of each individual sub-fund accurately at any time. Since the investment policy of the jointly managed entities does not have to correspond exactly with that of a sub-fund, it is possible that their joint investment policy may be more restrictive than that of that sub-fund.

The Board of Directors may decide to terminate the joint management agreement at any time without giving prior notice.

Shareholders may enquire at any time at the Company's registered office as to the percentage of jointly managed assets and entities with which there is a joint management agreement at the time of their enquiry.

The composition and percentages of jointly managed assets must be stated in the annual reports.

Joint management agreements with non-Luxembourg entities are permissible if (i) the agreement in which the non-Luxembourg entity is involved is governed by Luxembourg law and Luxembourg jurisdiction or (ii) each jointly managed entity is equipped with such rights that no creditor and no insolvency or bankruptcy administrator of the non-Luxembourg entity has access to the assets or is authorised to freeze them.

Art. 6. Shares. The Board of Directors shall determine and specify in the Company's sales documents whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form and in which denominations any bearer shares in a sub-

fund and/or share class are to be issued. The Board of Directors shall determine that share certificates if any shall be issued for fully paid-in bearer shares only.

If the Board of Directors decides to issue bearer shares, these will in principle be documented by global certificates. It is not intended to issue additional bearer share certificates, except if extraordinary circumstances occur.

If bearer share certificates are issued, they must be signed by two members of the Board of Directors.

By resolution of the Board of Directors either or both of these signatures may be in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised thereto by the Board of Directors, in which case it shall be manual.

Any registered shares issued by the Company must be registered in the share register kept by the Company or one or more persons designated thereto by the Company. This share register will contain the name of each holder of registered shares, his or her residence or another address indicated to the Company, the number of shares held by that person as well as the sub-fund and, the case being, the share class of the relevant shares and the amount paid up on each share. Each transfer or any other form of legal assignment of a registered share must be registered in the share register.

Entry in the share register provides evidence of ownership of registered shares. The Company may issue written confirmation of the shares held.

The transfer of registered shares is effected by the handover of documents providing sufficient evidence of the transfer to the Company or through a declaration of transfer which is entered in the share register and signed and dated by the transferor and the transferee or by persons authorised to do so.

If a share is registered in the name of several persons, the first shareholder entered in the register is deemed to be empowered to act on behalf of all the other co-owners and shall be the only person entitled to receive notices on the part of the Company.

With bearer shares, the Company is entitled to consider the bearer, and with registered shares, the person in whose name the shares are registered, as rightful owner of the shares. In connection with any measures affecting these shares, the Company will only be liable to the aforementioned persons and under no circumstances to any third parties. It has the power to view all rights, interests or claims of persons, other than those persons in whose name the shares are registered, as null and void in respect of these shares; this does not, however, exclude the right of a third party to demand the proper entry of a registered share or a change to such entry.

If a shareholder does not provide the Company with his/her address, this will be noted in the share register and the registered office of the Company, or another address entered in the share register by the Company, will be deemed to be the address of that shareholder until such time as he/she provides the Company with another address. Shareholders may arrange to have the address registered in the Company's share register changed at any time. This takes place by means of written notification to the Company at its registered office or to an address determined by the Company from time to time.

If shareholders in the Company provide sufficient evidence that their share certificates (if any have been issued) have been misplaced, stolen or destroyed, they will receive upon demand and under observance of the conditions laid down by the Company, which may require some form of security, a duplicate of their certificate(s). If prescribed or permitted by the applicable laws and as determined by the Company in observance of such laws, these conditions may include insurance taken out with an insurance company. Upon issue of new share certificates, which must bear a note indicating that they are duplicates, the original certificate(s), which the new one(s) replace(s), cease to be valid.

Upon instructions from the Company, damaged share certificates may be exchanged for new share certificates. The damaged share certificates must be handed over to the Company and immediately cancelled.

At the Company's discretion, it may charge shareholders with the costs of the duplicate or of the new share certificate and with those costs incurred by the Company upon the issue and registration of these certificates or the destruction of the old certificates.

The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Fractions of shares do not give holders any voting rights but entitle them to participate in the income of the relevant sub-fund or the relevant share class on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of shares. The Board of Directors is fully entitled at any time to issue new fully paid-in shares with no par value in any sub-fund and/or share class without, however, granting existing shareholders preferential rights in respect of the subscription of the new shares.

The issue of new shares takes place on each of the valuation dates determined by the Board of Directors in accordance with Article 10 of these Articles of Incorporation and the terms and conditions contained in the sales document.

The issue price for a share is the net asset value, or in case of newly launched sub-funds and/or classes the initial subscription price, as determined by the Board of Directors, per share calculated for each sub-fund and/or each relevant share class pursuant to Article 10 of these Articles of Incorporation plus any costs and commissions laid down by the Board of Directors for the sub-fund and share class concerned. The issue price is payable within the period laid down by the Board of Directors, and no later than eight days after the valuation date concerned unless shorter deadlines are specified in the Company's sales documents relating to the respective sub-fund and/or share class.

The Board of Directors may accept full or partial subscriptions in kind at its own discretion. In this case the capital subscribed in kind must be harmonised with the investment policy and restrictions of the particular sub-fund. Moreover,

the value of any assets contributed in kind will be subject to a report of an auditor (réviseur d'entreprises agréé). Any associated costs will be payable by the investor.

The Board of Directors may limit the frequency of share issues for each sub-fund and each share class; in particular the Board of Directors may resolve that shares are only to be issued within a particular time.

The Board of Directors reserves the right to wholly or partially reject any subscription application or to suspend the issue of shares in one or more or all of the sub-funds and share classes at any time and without prior notification. The custodian bank will immediately reimburse payments made in such cases for subscription applications that have not been executed.

Furthermore, the Board of Directors may impose conditions on the issue of shares in any sub-fund and/or share class (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board of Directors may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription amount and minimum amount of any additional investments, as well as a minimum holding amount which any shareholder is required to comply. Any conditions to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Company's sales documents.

If determination of the net asset value of a sub-fund and/or share class is suspended pursuant to Article 11 of these Articles of Incorporation, no shares in the affected sub-fund or share class will be issued for the duration of the suspension.

For the purpose of issuing new shares, the Board of Directors may assign to any member of the Board of Directors or to appointed officers of the Company or any other authorised person the task of accepting the subscription, receiving the payment and delivering the shares.

Art. 8. Redemption and Conversion of shares. Any shareholder in the Company may request the Company to redeem all or part of his/her shares under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the sales documents and within the limits provided by any applicable law and these Articles of Incorporation.

In such cases, the Company will redeem the shares while observing the restrictions laid down by law and subject to the suspension of such redemptions by the Company stipulated in Article 11 of these Articles of Incorporation. The shares redeemed by the Company will be cancelled.

Shareholders receive a redemption price calculated on the basis of the relevant net asset value of the relevant sub-fund and/or share class of a sub-fund in line with statutory regulations and the terms of these Articles of Incorporation and in accordance with the terms and conditions laid down by the Board of Directors in the sales documents.

A redemption application must be made irrevocably and in writing and addressed to the registered office of the Company in Luxembourg or at offices of a person (or institution) appointed by the Company. With shares for which certificates have been issued, the share certificates must be submitted in good order with the redemption application, attaching any renewal certificates and any coupons not yet due (for bearer shares only).

A commission in favour of the Company or the Company's distributor may be deducted from the net asset value, together with a further amount to make up for the estimated costs and expenses that the Company could incur in realising the assets in the body of assets affected, in order to finance the redemption request, at a rate provided for in the sales documents.

The redemption price must be paid in the currency in which the shares in the relevant sub-fund and/or share class are denominated or in another currency that may be determined by the Board of Directors, within a time to be determined by the Board of Directors of not more than eight days after the later of either (i) the relevant valuation date or (ii) after the day when the share certificates have been received by the Company, irrespective of the terms and conditions of Article 11 of these Articles of Incorporation.

With the approval of the affected shareholders, the Board of Directors (while observing the principle of equal treatment of all shareholders) may at its own discretion execute redemption requests wholly or partly in kind without prejudice to the remaining shareholders by allocating to such shareholder assets from the sub-fund portfolio equivalent in value to the net asset value of the redeemed shares, as described more fully in the sales documents. Moreover, these assets are audited by the Company's auditor. Any associated costs will be payable by the investor.

If on any valuation day, redemption requests pursuant to this Article exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the net asset value of any sub-fund, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the relevant sub-fund. On the next dealing day following that period, these redemption requests will be met in priority to later requests.

If as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value of the shares held by a shareholder in any share class of any sub-fund would fall below such value as determined by the Board of Directors and described in the sales documents, the Company may decide that this request shall be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such share class of the applicable sub-fund.

The Board of Directors may decide from time to time that shareholders are entitled to request the conversion of whole or part of their shares into shares of another share class of the same sub-fund or of another sub-fund of the Company. In such cases, the Company will convert the shares subject to the suspension of such conversions by the Company stipulated in Article 11 of these Articles of Incorporation and the Board of Directors will (i) set restrictions,

terms and conditions as to the right for and frequency of conversions and (ii) subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If on any valuation day, conversion requests pursuant to this Article exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the net asset value of any sub-fund, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the relevant sub-fund. On the next dealing day following that period, these conversion requests will be met in priority to later requests.

The Board of Directors may, in its entire discretion, decide that if as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any sub-fund and/or share class would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, the Company may decide to treat this request as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such share class and/or sub-fund.

The price for the conversion of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two share classes concerned, calculated on the same valuation date or any other day as determined by the Board of Directors in accordance with Article 10 of these Articles of Incorporation and the rules laid down in the sales documents. Conversion fees, if any, may be imposed upon the shareholder(s) requesting the conversion of his shares at a rate provided for in the sales documents. A conversion application must be made irrevocably and in writing and addressed to the registered office of the Company in Luxembourg or at offices of a person (or institution) appointed by the Company. With shares for which certificates have been issued, the share certificates must be submitted in good order with the conversion application, attaching any renewal certificates and any coupons not yet due (for bearer shares only).

The shares which have been converted shall be cancelled.

Art. 9. Restrictions on the ownership of shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority or of the provisions of the Company's sales documents and any person which is not qualified to hold such shares by virtue of such law, requirement or provision or if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (each an "unauthorised person"). To this end the Company may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by an unauthorised person or a person holding more than a certain percentage of capital determined by the Board of Directors;

b) demand at any time from persons whose names have been entered in the share register, or who apply for entry of a transfer of shares in the share register, to furnish information supported by a declaration under oath of a nature that it considers necessary in order to decide whether the shares of the person concerned are in the beneficial ownership of an unauthorised person or whether the entry would lead to the beneficial ownership of these shares by an unauthorised person;

c) refuse to recognise the votes of an unauthorised person at a general meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any unauthorised person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held in the following manner:

(1) The Company serves a notice (hereinafter referred to as "Notice of Purchase") to the shareholder owning the shares, or the person who is registered in the share register as the owner of the shares to be bought. In the said Notice of Purchase the shares to be bought are listed together with the method of calculating the purchase price and the name of the buyer.

(2) Such notice will be sent to the shareholder by registered letter at his last known address or to the address listed in the books of the Company. The shareholder is then obliged to release to the Company the shares certificate(s) (if issued) listed in the Notice of Purchase. At close of business on the day fixed in the Notice of Purchase, the shareholder ceases to be owner of the shares listed in the Notice of Purchase. With registered shares, his name will be struck from the share register and with regard to bearer shares, the issued share certificate(s) will be cancelled.

(3) The price at which each such share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be an amount based on the net asset value per share as at the valuation day specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the Notice of Purchase or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified (if issued) in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 10 hereof, less any service charge provided therein.

(4) The payment of the Purchase Price to the former owner of the shares will normally be made in the currency laid down by the Board of Directors for the payment of the redemption price for the shares. After it has been finally determined, this price will be deposited by the Company at a bank (mentioned in the Notice of Purchase) in Luxembourg or abroad with a view to paying it out to this owner mentioned in the Notice of Purchase against, the case being, handover of the bearer share certificate mentioned in the Notice of Purchase together with any coupons not yet due.

After the Notice of Purchase has been sent as described above, the former owner no longer has any right to these shares nor any claim against the Company or its assets in this connection, except for the claim for receipt of the Purchase Price (without interest) from the bank mentioned against, the case being, actual handover of the bearer share certificate (s) as described above. Amounts owed to a shareholder pursuant to this paragraph that are not claimed within a five-year period commencing on the date fixed in the Notice of Purchase may no longer be claimed thereafter and return to the Company. The Board of Directors has the powers to undertake all necessary measures to effect the reversion.

(5) The exercise of the powers granted in this Article by the Company may not under any circumstances be questioned or declared ineffective by giving the excuse that ownership of the shares by a person has not been sufficiently proved or that ownership relationships were other than they appeared to be on the date of the Notice of Purchase. This, however, requires that the Company exercises its powers in good faith.

Art. 10. Determination of the net asset value. In order to determine the issue and redemption price, the net asset value of each share class in each sub-fund will be periodically calculated by the Company under the terms and conditions as laid down in the Company's sales documents, and not less than twice every month. Every such day for the determination of the net asset value is referred to in these Articles of Incorporation as a "Valuation Date".

The net asset value of each sub-fund will be calculated in the reference currency of the sub-fund concerned and will be determined in accordance with the following principles:

The net asset value per share will be determined as of any Valuation Date (as determined in the sales documents) by the assets relating to the particular sub-fund minus the liabilities allocated to that sub-fund divided, by the number of shares in circulation in the sub-fund in question on any Valuation Date in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the Board of Directors shall determine.

For sub-funds for which various share classes have been issued the net asset value will be determined for each separate share class. In such cases, the net asset value of a sub-fund that is allocable to a particular share class will be divided by the number of shares in circulation in that share class. The Board of Directors may resolve to round the net asset value up or down to the next amount in the currency concerned.

The net asset value of the Company is calculated by adding up the total net assets of all the sub-funds.

Valuation of each sub-fund and of each of the different share classes follows the criteria below:

1. The assets of the Company shall include:

- a) all cash and cash equivalents including accrued interest;
- b) all outstanding receivables, including interest receivables on accounts and custody accounts, and income from securities that have been sold but not yet delivered;
- c) all securities, money-market instruments, fund units, debt instruments, subscription rights, warrants, options and other financial instruments and other assets held by the Company or acquired for its account;
- d) all dividends and dividend claims, provided that it is possible to obtain sufficiently well established information on them and that the Company may make value adjustments in respect of price fluctuations arising from exdividend trading or similar practices;
- e) all accrued interest on interest-bearing assets held by the Company unless these form part of the face value of the asset concerned;
- f) costs of establishing the Company that have not been written off;
- g) any other assets including prepaid expenses.

These assets are valued in accordance with the following rules:

a) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

b) Securities, derivatives and other investments listed on an official stock exchange are valued at the last known market prices. If the same security, derivative or other investment is quoted on several stock exchanges, the last available quotation on the stock exchange that represents the major market for this investment will apply.

In the case of securities, derivatives and other investments where trading of these assets on the stock exchange is thin but which are traded between securities dealers on a secondary market using standard market price formation methods, the Company can use the prices on this secondary market as the basis for their valuation of these securities, derivatives and other investments. Securities, derivatives and other investments that are not listed on a stock exchange, but that are traded on another regulated market which is recognised, open to the public and operates regularly, in a due and orderly fashion, are valued at the last available price on this market.

c) Securities and other investments that are not listed on a stock exchange or traded on any other regulated market, and for which no reliable and appropriate price can be obtained, will be valued by the Company according to other principles chosen by it in good faith on the basis of the likely sales prices.

d) The valuation of derivatives that are not listed on a stock exchange (OTC derivatives) is made by reference to independent pricing sources. In case only one independent pricing source of a derivative is available, the plausibility of the valuation price obtained will be verified by employing methods of calculation recognised by the Company and the auditors, based on the market value of the underlying instrument from which the derivative has been derived.

e) Units or shares of other undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") and/or undertakings for collective investment ("UCI") will be valued at their last net asset value.

f) For money market instruments, the valuation price will be gradually adjusted to the redemption price, based on the net acquisition price and retaining the ensuing yield. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments will be brought into line with the new market yields.

For sub-funds that predominantly invest in money market instruments,

- securities with a residual maturity of less than 12 months are valued in accordance with the ESMA guidelines for money market instruments;

- interest income earned by sub-funds up to and including the second valuation date following the Valuation Date concerned is included in the valuation of the assets of the sub-funds concerned. The asset value per share on a given valuation date therefore includes projected interest earnings as at two Valuation Dates hence.

g) Securities, money market instruments, derivatives and other investments that are denominated in a currency other than the currency of account of the relevant sub-fund and which are not hedged by means of currency transactions are valued at the middle currency rate (midway between the bid and offer rate) obtained from external price providers.

h) Time deposits and fiduciary investments are valued at their nominal value plus accumulated interest.

i) The value of swap transactions is calculated by an external service provider and a second independent valuation is made available by another external service provider. The calculation is based on the net present value of all cash flows, both inflows and outflows. In some specific cases, internal calculations based on models and market data available from Bloomberg and/or broker statement valuations may be used. The valuation methods depend on the respective security and are determined pursuant to the Company's Valuation Policy. This valuation method is recognised by the Company and is audited by the Company's auditor.

The Company is entitled to apply other appropriate valuation principles which have been determined by it in good faith and are generally accepted and verifiable by auditors to the Company's assets as a whole or of an individual sub-fund if the above criteria are deemed impossible or inappropriate for accurately determining the value of the sub-funds concerned due to extraordinary circumstances or events.

In the event of extraordinary circumstances or events, additional valuations, which will affect the prices of the shares to be subsequently issued, redeemed or converted, may be carried out within one day.

If on any trading day the total number of subscription and redemption applications for all share classes in a sub-fund leads to a net cash in- or outflow, the net asset value of the share classes may be adjusted for that trading day. The maximum adjustment may extend up to a certain percentage (%) of the net asset value (prior to the adjustment). Both the estimated transaction costs and taxes incurred by the sub-fund may be taken into account and the estimated bid/offer spread for the assets in which the sub-fund invests may be considered. The adjustment will result in an increase in the net asset value in the event of a net cash inflow into the sub-fund concerned. It will result in a reduction in the net asset value in the event of a net cash outflow from the sub-fund concerned. The Board of Directors may lay down a threshold figure for each sub-fund in the Company's sales documents. This may consist in the net movement on a trading day in relation to net company assets or to an absolute amount in the currency of the sub-fund concerned. The net asset value would be adjusted only if this threshold were to be exceeded on a given trading day.

The Company is entitled to take the measures described in greater detail in the sales documents in order to ensure that subscriptions or redemptions of shares in the Company do not involve any of the business practices known as market timing or late trading in respect of investments in the Company.

2. The liabilities of the Company shall include:

a) all borrowings and amounts due;

b) all known existing and future liabilities, including liabilities to pay in money or in kind arising from contractual liabilities due and dividends that have been approved but not yet paid out by the Company;

c) reasonable provisions for future tax payments and other provisions approved and made by the Board of Directors, as well as reserves set up as provision against miscellaneous liabilities of the Company;

d) any other liabilities of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company will consider any expenses to be paid comprising the costs of establishing the Company, fees for the management company (if any), investment advisers, portfolio managers, the Custodian bank, the domicile and administration agent, the registrar and transfer agent, any paying agent, other distributors and permanent agents in countries where the shares are sold, and any other intermediaries of the Company. Other items to be considered include the remuneration and expenses of members of the Board of Directors, insurance premiums, fees and costs in connection with the registration of the Company at authorities and stock exchanges in Luxembourg and at authorities and stock exchanges in any other country, fees for legal advice and for auditing, advertising costs, printing costs, reporting and publication costs including the costs of publishing announcements and prices, the costs of preparing and carrying out the printing and distribution of the sales

documents, information material, regular reports, the cost for preparing and reclaiming withholding tax, taxes, duties and similar charges, any other expenses related to the day-to-day running of the business including the costs of buying and selling assets, interest, bank and brokers' charges, and physical and electronical mailing and telephone costs. The Company may set administrative and other costs of a regular, reoccurring nature in advance on the basis of estimated figures for annual or other periods and may add these together in equal instalments over such periods.

3. The Company will undertake the allocation of assets and liabilities to the sub-funds, and the share classes, as follows:

a) If several share classes have been issued for a sub-fund, all of the assets relating to each share class will be invested in accordance with the investment policy of that sub-fund.

b) The value of shares issued in each share class will be allocated in the books of the Company to the sub-fund of this share class; the portion of the share class to be issued in the net assets of the relevant sub-fund will rise by this amount; receivables, liabilities, income and expenses allocable to this share class will be allocated in accordance with the provisions of this Article to this sub-fund.

c) Derivative assets will be allocated in the books of the Company to the same sub-fund as the assets from which the related derivative assets have been derived and, with each revaluation of an asset, the increase or reduction in value will be allocated to the relevant sub-fund.

d) Liabilities in connection with an asset belonging to a particular sub-fund resulting from action in connection with this sub-fund will be allocated to this sub-fund.

e) If one of the Company's assets or liabilities cannot be allocated to a particular sub-fund, such receivables or liabilities will be allocated to all of the sub-funds pro rata to the respective net asset value of the sub-funds, or on the basis of the net asset value of all share classes in the sub-fund, in accordance with the determination made in good faith by the Board of Directors. The assets of a sub-fund can only be used to offset the liabilities which the sub-fund concerned has assumed.

f) Distributions to the shareholders in a sub-fund or a share class reduce the net asset value of this sub-fund or of this share class by the amount of the distribution.

4. For the purposes of this Article, the following terms and conditions apply:

a) Shares of the Company to be redeemed under Articles 8 and 9 of these Articles of Incorporation shall be treated as existing shares in circulation and taken into account until immediately after the time on the Valuation Date on which such valuation is made, as determined by the Board of Directors. From such time and until paid by the Company, the redemption price shall be deemed to be a liability of the Company;

b) Shares count as issued from the time of their valuation on the relevant Valuation Date on which such valuation is made, as determined by the Board of Directors. From such time and until payment received by the Company, the issue price shall be deemed to be a debt due to the Company;

c) Investment assets, cash and any other assets handled in a currency other than that in which the net asset value is denominated will be valued on the basis of the market and foreign exchange rates prevailing at the time of valuation.

d) If on any Valuation Date the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

- provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Company.

The net assets of the Company are at any time equal to the total of the net assets of the various sub-funds.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a sub-fund will be converted into the reference currency of such sub-fund at the rate of exchange determined on the relevant Valuation Date in good faith by or under procedures established by the Board of Directors. The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

Art. 11. Temporary suspension of the calculation of net asset value and of the issue, Redemption and Conversion of shares. The Company is authorised to temporarily suspend the calculation of the net asset value and the issue, redemption and conversion of the shares of any sub-fund in the following circumstances:

a) during any period when any of the stock exchanges or other markets on which the valuation of a significant and substantial part of any of the investments of the Company attributable to such sub-fund from time to time is based, or any of the foreign-exchange markets in whose currency the net asset value any of the investments of the Company attributable to such sub-fund from time to time or a significant portion of them is denominated, are closed - except on customary bank holidays - or during which trading and dealing on any such market is suspended or restricted or if such markets are temporarily exposed to severe fluctuations, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such sub-fund quoted thereon;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such sub-fund would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such sub-fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such sub-fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such sub-fund, or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

e) if political, economic, military or other circumstances beyond the control or influence of the Company make it impossible to access the Company's assets under normal conditions without seriously harming the interests of the shareholders;

f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such sub-fund, cannot promptly or accurately be ascertained;

g) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of the liquidation of the Company;

h) to the extent that such suspension is justified by the necessity to protect the shareholders, upon publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of the merger of the Company or one or more of its sub-funds, or upon publication of a notice informing the shareholders of the decision of the board of directors to merge one or more sub-fund(s);

i) when restrictions on foreign exchange transactions or other transfers of assets render the execution of the Company's transactions impossible; or

k) in case of a feeder sub-fund, when the master UCITS temporarily suspends, on its own initiative or at the request of its competent authorities, the redemption, the reimbursement or the subscription of its units; in such a case the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the feeder sub-fund will be for a duration identical to the duration of the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the master UCITS.

The suspension of the calculation of the net asset value of any particular sub-fund shall have no effect on the determination of the net asset value per share or on the issue, redemption and conversion of shares of any sub-fund that is not suspended.

Any such suspension of the net asset value will be notified to investors having made an application for subscription, redemption or conversion of shares in the sub-fund(s) concerned and will be published if required by law or decided by the Board of Directors or its agent(s) at the appropriate time.

Administration and Supervision

Art. 12. The Board of Directors. The Company is managed by a Board of Directors composed of at least three members (each a "Director"). The members of the Board of Directors do not have to be shareholders in the Company. They are appointed by the general meeting for a maximum term of office of six years. The general meeting will also determine the number of members of the Board of Directors, their remuneration and their term of office. Members of the Board of Directors will be elected by a simple majority of the shares present or represented at the general meeting.

Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

If the office of a member of the Board of Directors appointed by the general meeting of shareholders becomes vacant before the mandate has expired, the remaining members of the Board of Directors thus appointed may temporarily co-opt a new member; the shareholders will make a final decision on this at the general meeting immediately following the appointment.

Art. 13. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors will elect a chairman and may elect one or more vice-chairmen from amongst its members. It may appoint a secretary, who does not have to be a member of the Board of Directors, and who will record and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and the general meetings. Meetings of the Board of Directors will be convened by the chairman or by two of its members; it meets at the location given in the notice of the meeting.

The chairman will chair the meetings of the Board of Directors and the general meetings. In his absence, the shareholders or the members of the Board of Directors may appoint by simple majority another member of the Board of Directors or, for general meetings, any other person as chairman.

Except in emergencies, which must be substantiated, invitations to meetings of the Board of Directors shall be sent in writing at least twenty-four hours in advance prior to the date set for such meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telefax, email or any other similar means of communication, of each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Members of the Board of Directors may give each other power-of-attorney to represent them at meetings of the Board of Directors in writing, by email, telefax or similar means of communication. A Director may represent more than one member of the Board of Directors.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video conference or similar means of communications allowing the identification of each participating Director. These means must comply with technical features which guarantee an effective participation to the meeting allowing all persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. Each participating Director shall be authorised to vote by video or by telephone or similar means of communications.

The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a half of its members is present or represented unless these Articles of Incorporation provide otherwise and without prejudice to specific legal provisions.

Resolutions by the Board of Directors must be recorded in minutes and the minutes must be signed by the chairman of the Board of Directors, or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Directors. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

Resolutions by the Board of Directors are made by simple majority of the members present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Written resolutions approved and signed by all members of the Board of Directors shall have the same effect as resolutions taken at meetings of the Board of Directors. Such resolutions may be approved by each member of the Board of Directors in writing, by telefax, email or similar means of communication. Such approvals may be given in a single or in several separate documents and must in any event be confirmed in writing and the confirmation attached to the written resolutions.

Art. 14. The powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy and investment restrictions as determined in Article 17 of these Articles of Incorporation for and on behalf of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders, are in the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may appoint a management company submitted to Chapter 15 of the 2010 Law in order to carry out the functions described in Annex II of the 2010 Law.

Art. 15. Signatory powers. Vis-à-vis third parties, the Company shall be legally bound by the joint signature of any two members of the Board of Directors or the joint or sole signature(s) of persons who have been granted such signatory power by the Board of Directors or by any two Directors, but only within the limits of such power.

Art. 16. Delegation of powers of representation. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member of the Board of Directors, officers or other agents, legal or physical person, who may but are not required to be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors shall determine and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any person and may, in particular appoint any officers, including managers, managing directors, or any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be revoked at any time by the Board of Directors. These officers need not be Directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Furthermore, the Board of Directors may create from time to time one or several committees composed of Directors and/or external persons and to which it may delegate powers as appropriate.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 17. Investment policy. The Board of Directors, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of each sub-fund of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, provided that at all times the investment policy of the Company and each of its sub-funds complies with Part I of the 2010 Law, and any other laws and regulations with which it must comply with in order to qualify as UCITS under article 1(2) of Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 ("Directive 2009/65/EC") or shall be adopted from time to time by resolutions of the Board of

Directors and as shall be described in the Company's sales documents. Within those restrictions, the Board of Directors may decide that investments be made as follows:

17.1 Permitted investments of the Company

The Company's and each of its sub-funds' investments comprise only one or more of the following:

a) transferable securities and money market instruments that are listed or traded on a regulated market, as defined in Article 4 point 1 (14) of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004;

b) transferable securities and money market instruments that are traded on another regulated market in a Member State which operates regularly and is recognised and open to the public. For the purpose of these Articles of Incorporation, the term "Member State" refers to a Member State of the European Union, it being understood that the States that are contracting parties to the Agreement creating the European Economic Area other than the Member States of the European Union, within the limits set forth by this agreement and related acts, are considered as equivalent to Member States of the European Union;

c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or traded on another regulated market in a non-Member State of the European Union which operates regularly and is recognised and open to the public, such stock exchange or market being located within any European, American, Asian, African, Australasian or Oceania country (hereinafter called "approved state");

d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market referred to under paragraphs a) to c) above and that such admission is secured within one year of issue;

e) units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other UCIs within the meaning of Article 1 (2), points a) and b) of Directive 2009/65/EC, whether or not established in a Member State, provided that:

(i) such other UCIs have been approved in accordance with a law subjecting them to supervision which is considered by the Luxembourg supervisory authority of the financial sector ("CSSF") as equivalent to that laid down in Community law, and that co-operation between authorities is sufficiently ensured.

(ii) the level of guaranteed protection for unitholders in such other UCIs is equivalent to the level of protection provided for the unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money-market instruments that are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC;

(iii) the business operations of the other UCIs is reported in semi annual and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income, transactions and operations during the reporting period;

(iv) no more than 10% of the UCITS or other UCIs whose acquisition is envisaged can, in accordance with their respective sales prospectus, management regulations or articles of incorporation, be invested in aggregate in units of other UCITS or UCIs.

Each sub-fund may also acquire shares of another sub-fund subject to the provisions of Article 17.2 paragraph c) of these Articles of Incorporation.

f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State or, if the registered office of the credit institution is situated in a non EU Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in paragraphs a), b) and c) above and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

(i) the underlying consists of instruments covered by paragraphs a) to h), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to the investment objectives of its sub-funds;

(ii) the counter-parties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF; and

(iii) the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative;

h) money market instruments other than those dealt in on a regulated market as referred to in paragraphs a) to c) above and which fall under this Article 17.1, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that these instruments are:

(i) issued or guaranteed by a central, regional or local authority, a central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong; or

(ii) issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in paragraphs a), b) or c) above; or

(iii) issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision in accordance with criteria defined by Community law or by an establishment which is subject to and comply with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law; or

(iv) issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent of this paragraph h) and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount at least to ten million Euros (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with fourth Directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

However, the Company and each of its sub-funds may invest no more than 10% of its net assets in transferable securities or money market instruments other than those referred to in paragraph a) to h) above.

Moreover, the Company and each of its sub-funds may hold liquid assets on an ancillary basis, and may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

17.2 Risk diversification and investment restrictions

The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, determine any restrictions which shall be applicable to the investments of the Company and its sub-funds, in accordance with Part I of the 2010 Law. In particular:

a) The Company may invest up to 100% of the assets of any sub-fund, in accordance with the principle of risk-spreading, in different transferable securities and / or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities, by an OECD Member State or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided that the Sub-Fund holds securities and / or money market instruments from at least six different issues and securities and / or money market instruments from one issue do not account for more than 30 % of its total net assets.

b) The Company may invest a maximum of 20% of the net assets of any sub-fund in shares and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of the relevant sub-fund to replicate the composition of a certain stock or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

- (i) the composition of the index is sufficiently diversified;
- (ii) the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers;
- (iii) it is published in an appropriate manner.

This 20% limit is raised to 35 % where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

c) Each sub-fund may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more other sub-funds of the Company subject to additional requirements which may be specified in the sales documents, if:

- (i) the target sub-fund does not, in turn, invest in the sub-fund invested in this target sub-fund; and
- (ii) no more than 10% of the assets of the target sub-funds whose acquisition is contemplated maybe invested in aggregate in shares of other UCITS; and
- (iii) voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the sub-fund concerned; and

(iv) in any event, for as long as these securities are held by the relevant sub-fund, their value will not be taken into consideration for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law; and

(v) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the sub-fund having invested in the target sub-fund, and this target sub-fund.

d) Provided that they continue to observe the principles of diversification, newly established sub-funds and merging sub-funds may deviate from the specific risk diversification restrictions mentioned above for a period of six months after being approved by the authorities respectively after the effective date of the merger.

e) Provided the particular sub-fund's investment policy does not specify otherwise, it may invest no more than 10% of its assets in other UCITS or UCIs or in other sub-funds of the Company.

f) All other investment restrictions are specified in the Company's sales documents.

In addition, the Company is authorised for each of its sub-funds to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments under the conditions and within the limits laid down by the CSSF provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. When these operations concern the use of derivative instruments, these conditions and limits shall conform to the provisions laid down in these Articles of Incorporation as well as in the Company's sales documents and the 2010 Law. Under no circumstances shall these operations cause the Company to diverge, for any sub-fund, from its investment objectives as laid down, the case being for the relevant sub-fund, in these Articles of Incorporation or in the Company's sales documents.

17.3 Specific rules for sub-funds established as a master/feeder structure

(i) A feeder sub-fund is a sub-fund of the Company, which has been approved to invest, by way of derogation from article 2, paragraph (2), first indent of the 2010 Law, at least 85% of its assets in units of another UCITS or sub-fund thereof (hereafter referred to as the "master UCITS").

(ii) A feeder sub-fund may hold up to 15% of its assets in one or more of the following:

- a) ancillary liquid assets in accordance with Article 17.1 last paragraph of these Articles of Incorporation;
- b) financial derivative instruments, which may be used only for hedging purposes, in accordance with Article 17.1 paragraph g) of these Articles of Incorporation and Article 42, paragraphs (2) and (3) of the 2010 Law;
- c) movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

(iii) For the purposes of compliance with Article 42, paragraph (3) of the 2010 Law, the feeder sub-fund shall calculate its global exposure related to financial derivative instruments by combining its own direct exposure under Article 17.3 paragraph (ii) b) of these Articles of Incorporation with:

a) either the master UCITS' actual exposure to financial derivative instruments in proportion to the feeder sub-fund's investment into the master UCITS;

b) or the master UCITS' potential maximum global exposure to financial derivative instruments provided for in the master UCITS management regulations or instruments of incorporation in proportion to the feeder sub-fund's investment into the master UCITS.

(iv) A master UCITS is a UCITS, or a sub-fund thereof, which:

- a) has, among its shareholders, at least one feeder UCITS;
- b) is not itself a feeder UCITS; and
- c) does not hold units of a feeder UCITS.

(v) If a master UCITS has at least two feeder UCITS as shareholders, article 2, paragraph (2), first indent and Article 3, second indent of the 2010 Law shall not apply.

Art. 18. Investment advisers / Portfolio managers. The Board of Directors may appoint one or more individuals or legal entities to be investment advisers and/or portfolio managers. The investment adviser has the task of extensively supporting the Company with recommendations in the investment of its assets. It does not have the power to make investment decisions or to make investments on his own. The portfolio manager is given the mandate of investing the Company's assets.

Art. 19. Conflicts of interest. No contract or other transaction which the Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in such other company or firm by a close relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity, provided that the Company obliges itself to never knowingly sell or lend assets of the Company to any of its Directors or officers or any company or firm controlled by them.

In the event that any Director of the Company may have any interest in any contract or transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, such Director shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall cause a record of this statement to be included in the minutes of the meeting of the Board of Directors. The relevant Director shall not consider, deliberate or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Director's or officer's opposite interest therein, shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholder(s) before any other resolution is put to vote.

The provisions of the preceding paragraph are not applicable when the decisions of the Board of Directors concern day-to-day operations engaged at arm's length.

Interests for the purposes of this Article do not include interests affecting the legal or commercial relationships with the investment adviser, portfolio manager, the custodian bank, the central administration or other parties determined by the Board of Directors from time to time.

Art. 20. Remuneration of the Board of Directors. The remuneration of the members of the Board of Directors is determined by the general meeting. It also includes expenses and other costs incurred by members of the Board of Directors in the exercise of their duties, including any costs for measures related to legal proceedings against them unless these were the result of wilful misconduct or gross negligence on the part of the member of the Board of Directors concerned.

Art. 21. Auditor. The annual financial statements of the Company and of the sub-funds will be audited by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who will be appointed by the general meeting and whose fee will be charged to the Company's assets.

The auditor will perform all of the duties prescribed in the 2010 Law.

General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. Rights of the general meeting. The general meeting of shareholders of the Company represents all of the shareholders of the Company as a whole, irrespective of the sub-fund and/or share class in which they are shareholders. Resolutions by the general meeting in matters of the Company as a whole are binding on all shareholders regardless of

the sub-fund and/or share class held by them. The general meeting has all the powers required to order, execute or ratify any actions or legal transactions by the Company.

Art. 23. Procedures for the general meeting. General meetings are convened by the Board of Directors.

They must be convened upon demand by shareholders holding at least ten per cent (10%) of the capital of the Company. Such general meeting has to take place within a period of one month.

The annual general meetings are held in accordance with the provisions of Luxembourg law once a year at 11.30 a.m. on the 15th day of April at the registered offices of the Company or such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, as may be specified in the notice of meeting. If the 15th day of April happens to be a holiday, the ordinary general meeting shall be held on the next following business day.

If the aforementioned day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting will be held on the next Luxembourg bank business day. In this context, "bank business day" refers to the normal bank business days (i.e. each day on which banks are open during normal business hours) in Luxembourg, with the exception of individual, non-statutory rest days.

Additional, extraordinary general meetings may be held at locations and at times set out in the notices of meeting.

Convening notices to general meetings shall be made in the form prescribed by law. The convening notices to general meetings may provide that the quorum and the majority requirements at the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (referred to as "Record Date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting and to exercise the voting rights attaching to his/her shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date. The convening notices will be announced to shareholders in accordance with legal requirements and, if appropriate, in additional newspapers to be laid down by the Board of Directors.

If all shareholders are present or represented and declare themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without convening notice of meeting in accordance with the foregoing conditions.

The Board of Directors may determine all other conditions to be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters except if all the shareholders agree to another agenda.

Each full share of whatever sub-fund and/or whatever share class of a sub-fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person ('representative') by his power-of-attorney ('proxy') in writing or by facsimile, mail or any other similar means of communication. Such person does not need to be a shareholder and may be a Director or appointed officer of the Company.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post, facsimile, mail or any other similar means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice to the meeting.

The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received five (5) days prior to the general meeting of shareholders they relate to.

Decisions affecting the interests of all shareholders in the Company will be made at the general meeting while decisions affecting only the shareholders in a particular sub-fund and/or a particular share class of a sub-fund will be made at the general meeting of that sub-fund and/or share class.

Unless otherwise provided by law or in these Articles of Incorporation, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shares present or represented.

Art. 24. General meeting of a sub-fund or Share class of sub-funds. The shareholders in a sub-fund or share class of a sub-fund may hold general meetings at any time to decide matters relating exclusively to that sub-fund or share class.

The provisions in Article 23, paragraphs 1, 2 and 6-14 shall apply accordingly to such general meetings.

Each full share of whatever sub-fund or share class of a sub-fund is entitled to one vote pursuant to the provisions of Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholder by appointing another person ('representative') by his power-of-attorney ('proxy') in writing or by facsimile, mail or any other similar means of communication. Such person does not need to be a shareholder and may be a Director or appointed officer of the Company.

Unless otherwise provided for by law or in the current Articles of Incorporation, resolutions of the general meeting are passed by simple majority of the shares present or represented at the meeting.

All resolutions of the general meetings of the Company that change the rights of the shareholders in a particular sub-fund and/or share class of a sub-fund in relation to the rights of shareholders in another sub-fund and/or another share class will be submitted to the shareholders in this other sub-fund and/or share class pursuant to article 68 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

Art. 25. Liquidation and Merger of sub-funds and/or Share classes; Merger of the Company; Conversions of existing sub-funds in feeder sub-funds and Changes of master sub-funds.

25.1 Liquidation of sub-funds and share classes

Upon liquidation announcement to the shareholders of a particular sub-fund and/or share class of a sub-fund, the Board of Directors may arrange for the liquidation of one or more sub-funds and/or share classes of sub-fund(s) if the value of the net assets of the respective sub-fund and/or share class remains at or falls to a level that no longer allows it to be managed in an economically reasonable way as well as in the course of a rationalisation. The same also applies in cases where changes to the political or economic conditions justify such liquidation.

Up to the date upon which the decision takes effect, shareholders retain the right, free of charge, subject to the liquidation costs to be taken into account and subject to the guaranteed equal treatment of shareholders, to request the redemption of their shares. The Board of Directors may however determine a different procedure, in the interest of the shareholders of the sub-fund(s) and/or of the share classes of sub-fund(s).

Any sums and assets of the sub-fund and/or share class that are not paid out following liquidation shall be deposited as soon as possible at the "Caisse de Consignation" to be held for the benefit of the persons entitled thereto.

The liquidation of a sub-fund shall not involve the liquidation of another sub-fund. Only the liquidation of the last remaining sub-fund of the Company involves the liquidation of the Company.

Irrespective of the Board of Directors' rights, the general meeting of shareholders in a sub-fund and/or share class of a sub-fund may reduce the Company's capital at the proposal of the Board of Directors by withdrawing shares issued by a sub-fund and refunding shareholders with the net asset value of their shares, taking into account actual realization prices of investments and realization expenses and any costs arising from the liquidation) calculated on the Valuation Date on which such decision shall take effect. The net asset value is calculated for the day on which the decision comes into force, taking into account the proceeds raised on disposing of the sub-fund's assets and any costs arising from this liquidation. No quorum (minimum presence of shareholders covering the capital represented) is required for a decision of this type. The decision can be made with a simple majority of the shares present or represented at the general meeting.

Shareholders in the relevant sub-fund and/or share class will be informed of the decision by the general meeting of shareholders to withdraw the shares or of the decision of the Board of Directors to liquidate the sub-fund and/or share class by means of a publication as required by law. In addition and if necessary in accordance with the statutory regulations of the countries in which shares in the Company are sold, an announcement will then be made in the official publications of each individual country concerned.

The counter value of the net asset value of shares liquidated which have not been presented by shareholders for redemption will be deposited with the custodian bank for a period of six months and after that period, if still not presented for redemption, at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg All redeemed shares shall be cancelled by the Company.

Each sub-fund of the Company being a feeder sub-fund shall be liquidated, if its master UCITS is liquidated, divided into two or more UCITS or merged with another UCITS, unless the CSSF approves:

- a) the investment of at least 85 % of the assets of the feeder sub-fund in units of another master UCITS; or
- b) its conversion into a sub-fund which is not a feeder sub-fund.

Without prejudice to specific provisions regarding compulsory liquidation, the liquidation of a sub-fund of the Company being a master sub-fund shall take place no sooner than three months after the master sub-fund has informed all of its share- or unitholders and the CSSF of the binding decision to liquidate.

25.2 Mergers of the Company or of sub-funds with another UCITS or other sub-funds thereof; Mergers of one or more sub-funds within the Company; Division of sub-funds

"Merger" means an operation whereby:

a) one or more UCITS or sub-funds thereof, the "merging UCITS/ sub-fund", on being dissolved without going into liquidation, transfer all of their assets and liabilities to another existing UCITS or a sub-fund thereof, the "receiving UCITS", in exchange for the issue to their shareholders of shares of the receiving UCITS and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those shares;

b) two or more UCITS or sub-funds thereof, the "merging UCITS/ sub-fund", on being dissolved without going into liquidation, transfer all of their assets and liabilities to a UCITS which they form or a sub-fund thereof, the "receiving UCITS/ sub-fund", in exchange for the issue to their shareholders of shares of the receiving UCITS and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those shares;

c) one or more UCITS or sub-funds thereof, the "merging UCITS/ sub-fund", which continue to exist until the liabilities have been discharged, transfer their net assets to another sub-fund of the same UCITS, to a UCITS which they form or to another existing UCITS or a sub-fund thereof, the "receiving UCITS/ sub-fund".

Mergers can be performed in accordance with the form, modalities and information requirements provided for by the 2010 Law; the legal consequences of mergers are governed by and described in the 2010 Law.

Under the same circumstances as provided in Article 25.1 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors may decide to reorganise a sub-fund and/or share class by means of a merger with another existing sub-fund and/or share class within the Company or with another UCITS established in Luxembourg or in another Member-State or to another sub-fund and/or share class within such other UCITS (the "new fund/sub-fund") and to re-designate the shares of the relevant sub-fund or share class concerned as shares of another sub-fund and/or share class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new fund or sub-fund), thirty days before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period.

If a sub-fund and/or share-class is to be merged with a Luxembourg or foreign UCITS or sub-fund and/or share class thereof, such merger has to be decided upon by a general meeting of the contributing sub-fund and/or share class. There shall be no quorum requirements for such general meeting, but resolutions shall be binding only upon such shareholders who will have voted in favour of such merger.

Under the same circumstances as provided in Article 25.1 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors may decide to reorganise a sub-fund and/or share class by means of a division into two or more sub-funds and/or share classes. Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new sub-fund) thirty days before the date on which the division becomes effective, in order to enable the shareholders to request redemption or conversion of their shares free of charge during such period.

Where a sub-fund of the Company has been established as a master sub-fund, no merger or division of shall become effective, unless the master sub-fund has provided all of its shareholders and the CSSF with the information required by law, by sixty days before the proposed effective date. Unless the CSSF or the competent authorities of the home member state of the feeder-UCITS, as the case may be, have granted the feeder-UCITS approval to continue to be a feeder-UCITS of the master sub-fund resulting from the merger or division of such master sub-fund, the master sub-fund shall enable the feeder-UCITS to repurchase or redeem all shares in the master sub-fund before the merger or division becomes effective.

The shareholders of both, the merging and receiving sub-fund have the right to request, without any charge other than those retained by the sub-fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their shares or, where possible, to convert them into shares of another sub-fund of the Company with similar investment policy. If a management company has been appointed for the Company, shareholders may also convert their shares into another UCITS managed by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding. This right shall become effective from the moment that the shareholders of the merging and those of the receiving sub-fund have been informed of the proposed merger and shall cease to exist five working days before the date for calculating the exchange ratio.

The Company may temporarily suspend the subscription, repurchase or redemption of shares, provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders.

If a sub-fund of the Company is the receiving sub-fund, the entry into effect of the merger shall be made public through all appropriate means by the Company and shall be notified to the CSSF and, where appropriate, to the competent authorities of the home member states of the other UCITS involved in the merger.

Under the same circumstances as provided in Article 25.1 of these Articles of Incorporation, the general meeting of shareholders of the Company may decide with no quorum requirement and simple majority to merge the whole Company with another UCITS established in Luxembourg or in another Member State or with any sub-fund thereof.

A merger which has taken in accordance with the provisions of the 2010 Law cannot be declared null and void.

25.3 Conversions of existing sub-funds in feeder sub-funds and changes of master sub-funds

For conversions of existing sub-funds in feeder sub-funds and changes of master sub-funds, the relevant shareholders must be provided with the information required by the 2010 Law within the periods of time prescribed by law. The shareholders are entitled to redeem their shares in the relevant sub-funds free of charge within thirty (30) days thereafter, irrespective of the costs of the redemption.

Art. 26. Financial year. The financial year of the Fund ends the last day of December (the 31st December). The first audited report will be for the 31st December 2013 and the 1st unaudited semi-annual report will be for the 30th June 2014.

Art. 27. Distributions. The Board of Directors may decide to pay an interim dividend in accordance with the provisions of the 1915 Law.

The appropriation of annual income and any other distributions is determined by the general meeting upon proposal by the Board of Directors.

The distribution of dividends or other distributions to shareholders in a sub-fund or share class is subject to prior resolution by the shareholders in this sub-fund of share class.

Dividends that have been fixed are paid out in the currencies and at the place and time determined by the Board of Directors. An income equalisation amount will be calculated so that the distribution corresponds to the actual income entitlement.

The Board of Directors is authorised to suspend the payment of distributions. At the proposal of the Board of Directors, the general meeting of shareholders may decide to issue bonus shares as part of the distribution of net investment income and capital gains.

Concluding provisions

Art. 28. Custodian bank. To the extent required by law, the Company will enter into a custodian bank agreement with a bank as defined in the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

The custodian bank will fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law and the agreement entered into with the Company.

Should the custodian bank wish to resign, the Board of Directors will mandate another bank within two months to take over the functions of the custodian bank. Thereupon, the members of the Board of Directors will appoint this institution as custodian bank in place of the resigning custodian bank. The members of the Board of Directors have the powers to terminate the function of the custodian bank but may not give notice to the custodian bank of such termination unless and until a new custodian bank has been appointed pursuant to this Article to take over the function in its place.

Art. 29. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 31 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof, in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 30. Liquidation of the Company. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and the compensation. The liquidator(s) must be approved by the CSSF.

The net proceeds of the liquidation of each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the shareholder(s) of the relevant sub-fund in proportion to the number of shares which it/they hold in that sub-fund. The amounts not claimed by the shareholder(s) at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg. If these amounts are not claimed before the end of the period of legal limitation, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed any more.

Art. 31. Changes to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be expanded or otherwise amended by the general meeting. Amendments are subject to the quorum and majority requirements in the provisions of the 1915 Law.

Art. 32. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2010 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

Initial capital - Subscription and Payment

The initial capital of the company amounts to 31,000 Euros and has been subscribed as follows:

31,000 fully paid-up shares with no par value held by Agenda Invest AG, prenamed. The subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of thirty one thousand Euros (EUR 31,000),

Evidence of the above payments, has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Expenses

The expenses which shall result from the organization of the Corporation are estimated at EUR 1,500.-

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in article twenty-six of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

General Meeting of shareholders

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as having received due notice, has immediately taken the following resolutions:

1. The following persons are appointed Directors for a period ending at the annual general meeting in 2019:

Chairman:

Mr. Alfredo Caturano, managing director of Oppenheimer Europe Ltd., professionally residing in Gracechurch Street, 1st Floor, London EC3V 0AT, United Kingdom.

Directors:

a) Mr. Marc De Leye, independent management consultant The Director's Office S.A., professionally residing in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg;

b) Mr. Martin RAUSCH, Head of Legal and Compliance, Management Company S.A., professionally residing in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

2. The following is appointed as independent auditor for a period ending at the annual general meeting in 2018:

"ERNST & YOUNG LUXEMBOURG S.A." a société anonyme having its registered office at 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach (R.C.S. Luxembourg B 88.109).

3. The registered office of the Company is fixed at 33A, avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above person appearing, the present deed is worded in English; in case of divergence between the English and any translation of the text, the English version shall prevail.

The document having been read and translated into the language of the person appearing, whom is known to the notary by his/her surnames, Christian names, civil status and residences, said person appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Signé: L. BETZ, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} octobre 2013. Relation: LAC/2013/44401. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Référence de publication: 2013142120/1059.

(130173207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Santorin Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 179.926.

—
STATUTS

L'AN DEUX MIL TREIZE, LE VINGT-NEUVIEME JOUR DU MOIS D'AOÛT.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

WESTENWIND S.à r.l. une société à responsabilité limitée constituée selon les lois de Luxembourg avec siège social au 31, rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B150.449, ici représentée par son gérant unique Monsieur Geert DIRKX, administrateur de sociétés, né le 10 octobre 1970 à Maaseik (Belgique), demeurant professionnellement au 31, rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société de gestion de patrimoine familial, en abrégé «SPF», sous forme d'une société anonyme qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, la loi du 11 mai 2007 sur la Société de gestion de Patrimoine Familial («Loi sur les SPF), ainsi que par les présents statuts.

La société prend la dénomination de Santorin Holding S.A. - SPF.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a exclusivement pour objet d'acquérir, détenir, gérer et disposer d'actifs financiers dans les limites de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("Loi SPF"), à l'exclusion de toute activité commerciale.

La Société ne s'immiscera ni directement ni indirectement dans la gestion des sociétés dans lesquelles elle détient une participation, sous réserve des droits que la Société peut exercer en sa qualité d'actionnaire.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations (à condition que celle-ci ne soit pas publique), de reconnaissance de dettes ou tout autre instrument de dette similaire.

La Société peut, de façon accessoire, prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social et ce, dans les limites autorisées par la Loi SPF.

Art. 3. Le capital social est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros) divisé en 100 (cent) actions sans valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révoquables.

Au cas où la société est gérée par un administrateur unique, elle sera valablement engagée par sa seule signature.

Au cas où le conseil d'administration est composé de plusieurs membres, deux classes seront créées, à savoir:

- un administrateur de classe A,
- deux administrateurs de classe B.

Dans ce cas, la société est valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Si deux classes d'administrateurs existent, le conseil d'administration ne peut délibérer que si un administrateur de classe A est présent ou représenté.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs dans les limites prévues à l'article 4 des présents statuts ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit le dernier vendredi du mois de juin à 11.30 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 sur la société de gestion de patrimoine familial («SPF») trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.
2. La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, le comparant pré-qualifié déclare souscrire les actions comme suit:

WESTENWIND S.à r.l.	100 actions
Total	100 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de EUR 1.200,- (mille deux cents euros).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant pré-qualifié, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à 1 (un) et celui des commissaires à 1 (un).

2. Est appelé à la fonction d'administrateur:

Monsieur Geert DIRKX, prénommé;

3. Est appelée à la fonction de commissaire aux comptes:

Persky G.m.b.H., ayant son siège social au 31, rue de Strasbourg à L-2561 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 143.543.

4. Les mandats de l'administrateur et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2019.

5. Le siège social est fixé au 31, rue de Strasbourg à L-2561 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. DIRKX, J. ELVINGER.

Enregistré à Redange/Attert, le 30 août 2013. Relation: RED/2013/1432. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé) T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 03 septembre 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013125536/152.

(130152308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Danieli Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.456.

In the year two thousand thirteen, on the thirty-first day of July.

Before Us, Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Statuto Lux Holding Re S.r.l., a private limited liability company, organized under the laws of Italy, having its registered office at Via Venti Settembre 5, I-00187 Rome (Italy) and registered with the Registro delle Imprese di Roma under the number 11212821000 REA 1287931,

here represented by Mr. Patrice Gallasin, legal counsel, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given on July July, 23, 2013,

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

- The entire issued and outstanding share capital of Danieli Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Company register under the number B111.456, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary then residing in Luxembourg, on October 18, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of February 3, 2006 number 251 (the Company), is represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the sole shareholder has been duly informed.

The articles of association of the Company have been amended the last time by a deed dated October 20, 2005 of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of February 6, 2006 number 266.

- the Company's share capital is presently set at thirty-three million five hundred twelve thousand and five hundred euro (EUR 33,512,500) divided into three hundred thirty-five thousand one hundred and twenty-five (335,125) shares of one hundred (EUR 100.-) each.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxy holder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder of the Company decides to decrease the subscribed share capital of the Company by thirty-three million four hundred twelve thousand and five hundred euro (EUR 33,412,500) by cancellation of three hundred thirty-four thousand one hundred and twenty-five (334,125) shares so that the share capital of the Company is set at one hundred thousand euro (EUR 100,000.-) divided into one thousand (1,000) shares of a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

As a consequence of the above capital reduction, the amount of thirty-three million four hundred twelve thousand and five hundred euro (EUR 33,412,500.-) will be set-off against the debt that the Company has towards the sole shareholder in the amount of thirty-one million one hundred forty-one thousand and one hundred euro (EUR 31,141,100.-), the remaining portion of two million two hundred seventy-one thousand and four hundred euro (EUR 2,271,400.-) being allocated to a special reserve account of the Company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the sole shareholder of the Company decides to amend the first paragraph of article 6 of the articles of association of the Company, which will henceforth have the following wording:

" **Art. 6.1.** The Company's corporate capital is fixed at one hundred thousand euro (EUR 100,000.-) represented by one thousand (1,000) shares in registered form with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each, all subscribed and fully paid-up."

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately six thousand four hundred twenty euro (EUR 6,420.-).

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trente-et-unième jour du mois de juillet,

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Statuto Lux Holding Re S.r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois italiennes, ayant son siège social à Via Venti Settembre 5, I-00187 Rome (Italy) et inscrite au Registro delle Imprese di Roma sous le numéro 11212821000 REA 1287931,

ici représentée par Mr. Patrice Gallasin, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 juillet 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- L'intégralité du capital social de Danieli Capital S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B111.456, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 octobre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 251 du 3 février 2006 (la Société) est présent ou représenté et la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire Gérard Lecuit de Luxembourg, en date du 20 octobre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 266 du 6 février 2006.

- Le capital social de la Société est fixé à trente-trois millions cinq cent douze mille cinq cents euros (33.512.500,- EUR) représenté par trois cent trente-cinq mille cent vingt-cinq (335.125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

La partie comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de trente-trois millions quatre cent douze mille cinq cents euros (33.412.500,- EUR) par l'annulation de trois cent trente-quatre mille cent vingt-cinq (334.125) parts sociales pour ainsi fixer le capital social de la Société à un montant de cent mille euros (100.000,- EUR) représenté par mille (1.000) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

En conséquence de la réduction de capital ci-dessus, la somme de trente-trois millions quatre cent douze mille cinq cents euros (33.412.500,- EUR) sera payée à l'associé unique de la Société par repaiement de la dette déjà existante pour un montant de trente-et-un millions cent quarante-et-un mille cent euro (31.141.100,- EUR). Le montant restant de deux millions deux cent soixante-et-onze mille quatre cent (2.271.400,-) sera alloué à un compte de réserve distribuable.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'associé unique de la Société décide de modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.1.** Le capital social est fixé à cent mille euros (100.000,- EUR), représenté par mille (1.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de l'augmentation de capital à environ six mille quatre cents vingt euros (EUR 6.420,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire des parties comparantes l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: GALLASIN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 2 août 2013. Relation: LAC/2013/36339.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013122945/116.

(130149340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

D7 Solutions, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9696 Winseler, 65, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 180.720.

STATUTS

L'an deux mille treize, le sept octobre.

Par devant Nous Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché du Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Paolo CATONE, consultant technique, né le 19 avril 1954 à Bari (Italie), demeurant au 65, Duerfstrooss à L-9696 Winseler;

Le comparant, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'il souhaite constituer avec les statuts suivants:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les "Lois"), et par les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «D7 Solutions».

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Winseler, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune par une décision du/des Gérant(s).

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où le/les Gérant(s) estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La société a pour objet des prestations de services administratives et techniques.

La société a encore pour objet la prise de participation dans d'autres sociétés ainsi que la gestion de brevets et licences.

Elle pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, brevets et propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces titres, valeurs et propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- €) divisé en cinq cents (500) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- €) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou par un acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant les associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires aux comptes

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les "Gérants").

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le "Président"). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le "Secrétaire").

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signés par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserait tout membre du Conseil de Gérance, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant(s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires aux Comptes. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) aux compte(s) ou réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) seront, le cas échéant, nommés par les Associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises indépendant peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société à plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le premier lundi du mois mars de chaque année à 15.00 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché du Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. À moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire aux comptes (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et s'achève le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. À la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société.

Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la "Réserve Légale"), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont ainsi été actés par le notaire, toutes les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en numéraire par Monsieur Paolo CATONE, préqualifié.

Le montant de douze mille cinq cents Euros (12.500,- €) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Autorisation de commerce - Activités réglementées

Le notaire soussigné a informé le comparant qu'avant l'exercice de toute activité commerciale ou bien dans l'éventualité où la société serait soumise à une loi particulière en rapport avec son activité, la société doit être au préalable en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme, ce qui est expressément reconnu par le comparant; et/ou s'acquitter de toutes autres formalités aux fins de rendre possible l'activité de la société partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ 900 euros.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre 2013.

Résolutions de l'assemblée générale des associés

Les comparants préqualifiés, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se sont constitués en assemblée générale des associés de la Société à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués.

Après avoir constaté que celle-ci est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'assemblée générale décide d'établir le siège social à 65, Duerfstrooss L-9696 Winseler.

Deuxième Résolution

L'assemblée générale décide de fixer à un (1) le nombre de Gérants et a décidé de nommer la personne suivante pour une période indéterminée:

Monsieur Paolo CATONE, consultant technique, né le 19 avril 1954 à Bari (Italie), demeurant au 65, Duerfstrooss à L-9696 Winseler.

En conformité avec l'article onze (11) des présents statuts de la Société, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de son gérant unique.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, elles ont signé avec Nous notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Catone, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 09 octobre 2013. Relation: RED/2013/1664. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 10 octobre 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013142746/293.

(130174138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Bombaert Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3569 Dudelange, 36, rue Tattenberg.

R.C.S. Luxembourg B 179.819.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-six juillet.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Micheline BOMBAERT, médecin retraitée, née à Uccle (Belgique), le 6 septembre 1944, demeurant à B-4140 Sprimont, 17, rue de la Mainry.

2.- Eric ADRIANSSENS, serveur, né à Am-Dam (Tchad), le 2 avril 1977, demeurant à L-1628 Limpertsberg, 11, rue des Glacis.

Les comparants ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre elles.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de BOMBAERT SARL.

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Dudelange.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non alcooliques avec petite restauration

ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à vingt-mille euros (20.000.-) euros, représenté par deux cents (200) parts de cent (100.-) euros chacune.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les parts ont été souscrites comme suit:

1.- Micheline BOMBAERT, médecin retraitée, née à Uccle (Belgique), le 6 septembre 1944, B-4140 Sprimont, 17, rue de la Mainry, cents parts	100
2.- Eric ADRIANSSENS, serveur, né à Am-Dam (Tchad), le 2 avril 1977, demeurant à L-1628 Limpertsberg, 11, rue des Glacis, cents parts	100
Total: Deux cents parts	200

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais.

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à huit cent cinquante (850.-) euros.

Assemblée Générale Extraordinaire.

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-3569 Dudelange, 36, rue Tattenberg.
- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- Est nommé gérant unique, pour une durée illimitée: Eric ADRIANSSENS, serveur, né à Am-Dam (Tchad), le 2 avril 1977, demeurant à L-1628 Limpertsberg, 11, rue des Glacis.

La société est engagée par la signature du gérant unique.

Déclaration

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après information par le notaire aux comparants que la constitution de la présente société ne dispense pas, le cas échéant, la société de l'obligation de demander une autorisation de commerce afin de pouvoir se livrer à l'exercice des activités décrites plus haut sub "objet social" respectivement après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, de tout ce qui précède, Ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Bombaert, Adrianssens et Molitor.

Enregistré à LUXEMBOURG A.C., le 5 août 2013. Relation LAC/2013/36697. Reçu soixante quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): Thill.

Référence de publication: 2013122880/70.

(130149293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

CASA MIA Immobilien, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5441 Remerschen, 10, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 172.077.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am neunundzwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, im Amtssitz zu Remich.

Ist erschienen:

Frau Betina BURCHERI, diplomierte Immobilienkauffrau, wohnhaft in L-5441 Remerschen, 10, route de Mondorf.

Welcher Komparsent erklärt, dass er alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung CASA MIA Immobilien S. à r. l. mit Sitz in L-5554 Remich, 20A, rue Saint Nicolas ist, welche gegründet wurde gemäß Urkunde, aufgenommen durch Notar Gérard Lecuit, mit Amtssitz in Luxemburg, am 11. Oktober 2012, veröffentlicht im Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Mémorial C, Nummer 2766 vom 14. November 2012.

Dies erläutert, hat der Komparsent den amtierenden Notar ersucht, folgenden Beschluss zu beurkunden:

Beschluss

Der Gesellschafter beschließt den Sitz der Gesellschaft zu verlegen nach L-5441 Remerschen, 10, route de Mondorf, und dementsprechend Artikel 3 der Satzung folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Schengen.

Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung kann der Gesellschaftssitz innerhalb dieser Gemeinde verlegt werden.“

Erklärung

Die erschienene Partei erklärt hiermit, dass sie selbst an den eingebrachten Vermögenswerten letztlich wirtschaftlich berechtigt ist und bestätigt dass die Gelder und Vermögenswerte nicht aus einer Straftat herrühren.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Remich, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung von allem Vorstehenden an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: B. BURCHERI, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 1 juillet 2013. Relation: REM/2013/1364 Reçu soixante-quinze euros 75.- €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Remich, den 6. August 2013.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2013123466/34.

(130148983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Wind Acquisition Finance II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1538 Luxembourg, 2, Place de France.

R.C.S. Luxembourg B 109.826.

—
Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 22 août 2013

1. Monsieur David CATALA a été renouvelé dans ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

2. Monsieur Douwe TERPSTRA a été renouvelé dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

3. Monsieur Riccardo MARSILI a été renouvelé dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

4. La société anonyme ERNST & YOUNG a été renouvelée dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Luxembourg, le 27 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Wind Acquisition Finance II S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013122759/20.

(130148608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Sapphire Actipark 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 24.725,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 135.791.

—
EXTRAIT

La personne physique mentionnée ci-dessous a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 15 juillet 2013.

- M. William GILSON, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 1^{er} Août 2013, que:

- Mme Marine LE LAN, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommée en tant que gérante de la Société avec effet au 15 juillet 2013 pour une durée indéterminée.

- M. Mark FLAHERTY, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommé en tant que gérant de la Société avec effet au 15 juillet 2013 pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance se compose donc comme suit au 15 juillet 2013:

- M. Francesco PIANTONI, Gérant

- Mme Marine LE LAN, Gérante

- M. Mark FLAHERTY, Gérant

Pour extrait conforme,

A Luxembourg, le 28 Août 2013.

Référence de publication: 2013122662/26.

(130149205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.
